

M 04249 - 19 - F: 1,20 €



Deux **BD** qui permettent un retour sur les régimes du socialisme réel de Chine et d'URSS. Des leçons pour le socialisme du XXI^e siècle. **CULTURE ET MEDIAS PAGE 9**



La réorientation de la **politique agricole** basée sur des fermes à « taille humaine », respectueuses des travailleurs et de l'environnement, est une urgente nécessité. **PARLONS-EN PAGE 10**



Contre la politique de répression mise en œuvre par le gouvernement, une seule solution, la lutte pour la **régularisation de tous les sans-papiers**. **NP ARGUMENTS PAGES 6 ET 7**

TOUT est à nous!

30 JUILLET 2009 | N°19 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

TAXE CARBONE

SOCIALEMENT INJUSTE ET ECOLOGIQUEMENT INEFFICACE

Les travailleurs et les plus pauvres sont une fois de plus victimes de la stratégie gouvernementale. Avec la taxe carbone, Sarkozy et Fillon prennent cette fois le prétexte de la lutte contre le changement climatique.



Michel Rocard, à qui Nicolas Sarkozy a confié la mise sur pied de la contribution climat énergie, ou taxe carbone, a remis son rapport, vendredi 24 juillet. Sous cou-

vert de politique écologique, ce sont les intérêts des travailleurs et des plus démunis qui seront encore une fois attaqués. Alors que les dépenses énergétiques représentent déjà 2300 euros en moyenne pour un foyer français, soit plus d'un mois de

revenus pour de très nombreux ménages, c'est en alourdissant encore cette facture que le gouvernement envisage de lutter contre le changement climatique.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

AFGHANISTAN

GUERRE, ÉLECTION ET CORRUPTION

L'élection présidentielle du 20 août risque fort d'être placée sous le signe de la corruption et de la violence. Avec l'occupation du pays par les troupes américaines et alliées, le vainqueur du scrutin aura peu de chance de briller par son indépendance et son intégrité, particulièrement si l'issue de l'élection dépend, non pas des électeurs, mais du soutien des seigneurs de guerre et de l'autorité de l'Otan. Entre contexte de guerre et intérêts politiques, le mois d'août s'annonce sanglant. **LIRE PAGE 8**

SERVICE PUBLIC

DE L'EMPLOI LA FIN RAMPANTE



Déjà malmenés par la fusion ANPE/Assedic, les salariés de Pôle emploi doivent faire face à l'arrivée massive de nouveaux chômeurs. Mais plutôt que de procéder à des embauches, le gouvernement sous-traite au privé. Ainsi, 320000 chômeurs devraient être suivis par des opérateurs de placement privés (OPP) d'ici 2010, pour un coût de 100 millions d'euros pour la seule année 2009. Une manière de faire pression et sur les chômeurs et sur les salariés de Pôle emploi. **LIRE PAGE 4**

AUTOMNE SOCIAL QUEL PLAN D' ACTIONS ?

Les destructions sociales ne connaissent pas la trêve estivale. La rentrée appelle une stratégie de lutte préparée. Contre les licenciements, les diminutions de revenus qui touchent l'ensemble des travailleurs et la casse des services publics, des fronts de résistance unitaires se développent. **LIRE PAGE 5**



Par **Galia Trépère**

SORTIE DE CRISE, LE MIRAGE

L En cette fin du mois de juillet, les Bourses du monde entier sont à la fête : le cours des actions connaît une hausse exceptionnelle. Depuis le 10 du mois précisément, date à laquelle ont commencé les publications par les entreprises de leurs résultats pour le premier semestre de l'année. Car ces derniers sont bien meilleurs qu'attendus, et affichent, la plupart du temps, des bénéfices. La seule explication à ces profits, alors que le chiffre d'affaires est en diminution, tient à la réduction des coûts, aux fermetures d'usines et aux plans de licenciements, au chômage partiel massif. Cela n'empêche pas les gouvernements de claironner une « sortie de crise » prochaine. A l'appui de cette fable, le gouvernement, en France, s'est même payé le luxe d'annoncer une baisse de 0,7% du nombre de chômeurs à la fin juin, par rapport au mois précédent. Au prix d'une manipulation cynique, en ne prenant en compte qu'une catégorie des demandeurs d'emplois, ceux n'ayant exercé aucune activité. Le maintien, voire la hausse des profits sur fond de récession, de chômage massif et de dégradation continue des conditions d'existence, voilà au mieux la « sortie de crise » que nous préparent les trusts, les banques et les gouvernements. Et c'est sans compter les nouveaux effondrements financiers que prépare leur politique. La réduction des coûts diminue d'autant les capacités de consommation. Les bénéfices qu'elle permet de dégager gonflent la masse des capitaux qui seront investis dans de nouvelles bulles spéculatives. Le prix que les classes dirigeantes font payer à la population pour le maintien de leur domination et d'un système, qui assure à une poignée de privilégiés une richesse insolente, est une régression sociale sans précédent. L'union de toutes les énergies pour leur imposer une autre sortie de crise est plus que jamais nécessaire. Pour garantir l'emploi, interdire les licenciements et partager le travail entre tous, soustraire les bénéfices à la spéculation en augmentant les salaires.



Propos recueillis par **Babette Johsua**

LA MEILLEURE IDÉE **POUR SOUTENIR LES LUTTES**

Pourquoi, dans les luttes sociales, la solidarité ne pourrait-elle pas égaler l'aide spontanée et massive manifestée lors de catastrophes naturelles ou humanitaires? C'est la question que s'est posée le Collectif pour une alternative au libéralisme - Marseille Est (Calme). Prenant exemple sur les 1 600 euros collectés, en une heure, pour les caissières de Carrefour à Marseille, le Calme a créé un site Internet, www.solidarites.soutien.org, où l'on peut manifester sa solidarité, y compris financière, aux luttes en cours. Vève Guinot, est membre du collectif.



Comment ce site fonctionne-t-il?

Pour les donateurs, il faut s'inscrire sur le portail des luttes. Cela permet de le développer et d'avoir des informations sur les nouvelles luttes et sur l'avancée de celles qui sont en cours. Ensuite, pour faire un don, il faut choisir une lutte dans le « panorama des luttes » et le montant du don. La particularité et l'efficacité résident dans le paiement en ligne par carte bancaire, le tout étant extrêmement sécurisé. Pour les travailleurs qui veulent inscrire une lutte, nous avons rédigé un contrat avec des juristes (légalité oblige) pour définir les obligations de chacun. Après un premier contact, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui inscrivent ce qu'ils souhaitent pour présenter leur lutte (tracts, photos, commentaires). Cet espace leur appartient, et ils peuvent l'alimenter à leur guise. Nous nous devons d'être irréprochables à l'égard des donateurs, des travailleurs et des organisations qui se sont inscrits sur le site. On a donc pris beaucoup de précautions concernant les questions financières. Chaque boîte en lutte doit fournir un relevé d'identité bacaire pour la lutte (celui des syndicats ou des unions locales, du comité d'entreprise ou du comité de grève). Les sommes perçues sont virées automatiquement par la banque (tous les 50 euros, environ), directement sur le compte de la lutte, et apparaissent immédiatement sur le site, visibles par tous. Les travailleurs décident eux-mêmes de l'usage de l'argent reçu.

On vous connaît comme groupe de militants qui ont été dans tous les collectifs unitaires, ensemble, dans tous les combats et les quartiers est de Marseille, dont celui des Nestlé. Comment avez-vous fait pour faire connaître votre idée plus largement? C'est vrai que le fait d'avoir, d'entrée, la confiance d'un certain nombre de responsables syndicaux et politiques dans la région, qui savaient qu'on n'était pas des guignols, nous a permis d'avoir un très bon accueil de la part des unions départementales. Maintenant, certains militants nous téléphonent en nous disant d'aller voir, ici ou là-bas. On a envoyé notre projet à toutes les confédérations. On ne se présente pas comme une caisse de grève, mais une caisse de solidarité, on n'est pas ressenti comme « concurrents », mais comme un outil utile à tout le monde et subversif. Dans les Bouches-du-Rhône, la CGT a été la première à comprendre l'intérêt d'un tel projet, et la réparation navale (UNM) s'est inscrite rapidement. On envoie, sans relâche, des informations à la presse. On a eu des articles sympas dans la plupart des journaux, dont *Politis*

l'Hebdo et l'Huma. Mais c'est surtout l'interview sur le site de *Rue 89* qui a fait bondir les inscriptions. On est passé de 600 visites, en mai, à 1200 en juin. Après l'article, on a eu une quinzaine d'inscriptions nouvelles, dans les jours qui ont suivi. Il est impératif de s'inscrire pour le développement du portail, même si on ne peut pas faire de don.

Comment se passent les contacts avec les boîtes en lutte?

L'accueil est toujours super sympa, les gens qui sont en lutte sont vraiment contents de voir qu'on pense à eux. Ce qui nous frappe le plus, c'est l'étonnement des travailleurs, quand ils voient la solidarité manifestée face à leur isolement et leur désarroi. On voit des luttes de toutes sortes : depuis la réparation navale (UNM, à Marseille), organisée et politisée, jusqu'à des petites boîtes dans des petites villes, pratiquement pas syndiquées, qui nous demandent des conseils pour mener la lutte. On se pose des questions pour trouver des formes de lutte nouvelles, comme Lithotech, à Rognac, une petite boîte d'imprimerie en train de fermer, dont la direction avait embarqué les machines pour délocaliser. Ils ne voulaient pas faire grève, car la direction n'attendait que ça pour fermer. Comme ils cherchaient des moyens de pression pour négocier leur départ, ils se sont inscrits sur le portail, juste pour informer. Puis, ils sont allés à Paris pour rencontrer le conseil d'administration, qui devait déposer le bilan, et négocier le plan social. Ils ont aussi fait appel à la solidarité financière, et ça a marché.

Et maintenant ?

Il faut que le portail prenne une dimension nationale. Maintenant, c'est aux militants qui pensent que ça vaut le coup de faire savoir que cet outil existe, de donner l'adresse, parfois d'aider les boîtes en lutte à écrire leur présentation, faire des photos, de manière à ce que cette chaîne de solidarité s'organise partout et devienne un atout pour toutes les luttes. On peut les situer géographiquement sur une carte de France. On les popularise, grâce à des liens vers les sites de *Plus belles les luttes*, *Résistance sociale*, *Rouge vif*, *le Raco*, *Mille bâbords*, *les Alternatifs*, *Le temps des cerises*, etc. Il est clair que ces outils participent à l'action pour la convergence des luttes.

Pour plus d'infos : www.solidarites.soutien.org





POUR VOTRE SANTÉ ÉVITEZ LE SALÉ

TAXE CARBONE

SUITE DE LA PAGE 1



EDF UNE DÉCLARATION QUI TOMBE MAL

En annonçant 20% de hausse des prix de l'électricité, le PDG d'EDF a provoqué l'« agacement » du gouvernement, qui est prêt à se séparer d'un patron pourtant bien servile.

Une augmentation de 20% du prix de l'électricité en trois ans: voilà ce qu'a tranquillement proposé le PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, il y a quelques jours. Ce « pauvre homme » a dû être bien étonné des réactions qu'il a provoquées, lui qui a pris l'habitude des augmentations à deux chiffres depuis trois ans. Il est vrai qu'il s'agissait là de ses propres augmentations de salaire (25% en 2009, par exemple). « Pauvre » Gadonneix qui, après avoir été applaudi pour ses acquisitions industrielles, lors de ces deux dernières années, se voit aujourd'hui lâché par son propre camp. C'est pourtant la politique capitaliste qu'il a mise en œuvre avec un zèle certain. L'acquisition de British Energy pour 13,5 milliards d'euros, le rachat du belge SPE et de la moitié des réacteurs nucléaires de Constellation et une dette augmentant de 50% pour atteindre 24,5 milliards

d'euros: n'est-ce pas la rançon de la création d'une grande multinationale de l'électricité française? D'autres, comme France Telecom, ne l'ont-ils pas fait avant lui? Sans parler de l'Europe, où grâce à l'ouverture du marché, tout le monde rachète tout le monde en engageant des sommes à faire pâlir les PIB de certains pays en développement. Gadonneix, succédant à Roussey (un proche du PS), s'est employé à casser méthodiquement les fondements du service public. Son bilan est « brillant »: disparition des agences clientèles et techniques de proximité et renchérissement de tous les services autres que la simple vente d'énergie. Sans parler de la mise au pas des salariés, par la destruction de leurs collectifs de travail et le changement forcé de leur culture de service public, remplacée par un management « moderne ». Et que dire des gains de productivité se traduisant par des milliers de suppressions d'emplois et une politique

« audacieuse » de sous-traitance? Et, enfin, des sanctions contre des dizaines de salariés et militants syndicaux, après la tentative du personnel de remettre en question cette politique? Tout cela ne constitue-t-il pas une belle politique de fermeté néolibérale? Toute cette volonté de réaliser les souhaits idéologiques de ses patrons du gouvernement pour subir l'affront de ne pas être reconduit dans son bel emploi; pire, pour entendre égrener les noms de ses éventuels successeurs. Dur pour notre cher patron! Décidément, le libéralisme n'est bon que lorsque les lois intraitables de la concurrence sont appliquées aux autres! Cher Gadonneix, pourquoi avoir dit tout haut ce qu'il se disait et se préparait *en catimini* dans les salons des ministères? Vous auriez dû faire preuve de discrétion! D'autant qu'au même moment, la prolongation de la vie des centrales nucléaires de plus de vingt ans était annoncée. Pour

continuer à être un bon serviteur de la libéralisation du secteur de l'énergie, il fallait faire de cette véritable manne financière à venir, un non événement. Quelle mouche vous a donc piqué? Auriez-vous surestimé les rapports de forces politiques au sein de ce pays? Auriez-vous oublié cette maxime importante de la politique gouvernementale: en période de crise, il faut agir ultralibéral mais surtout ne pas le revendiquer. Allez, cher Gadonneix, pour une fois, nous allons vous remercier du petit geste que vous venez d'accomplir pour nous, les anticapitalistes. Nous allons préparer les mobilisations contre l'augmentation de l'électricité et la remise en cause du tarif régulé, avec encore plus d'allant. Mais, consolez-vous, vos patrons, que vous avez si bien servis, vous préparent un magnifique parachute doré!

Paco Lelec

En effet, la proposition formulée par Rocard est d'alourdir les factures énergétiques en les taxant à hauteur de 32 euros par tonne de CO₂ émise. Cela représentera environ sept centimes d'euros par litre d'essence et une augmentation d'environ 15% des factures de gaz. Et ce n'est qu'un début... la taxe devant tripler d'ici 2020 et être multipliée par dix d'ici 2030!

Alors que l'accès à l'énergie devrait être un droit reconnu à tous les ménages, à commencer par les plus modestes, cette nouvelle taxe nous en éloigne encore un peu plus.

La taxe carbone, qui rapportera, dans un premier temps, 8 milliards d'euros par an à l'Etat, doit être compensée par la diminution équivalente d'un autre impôt, afin de remplir la promesse de Sarkozy de non augmentation globale des prélèvements fiscaux. Sur ce point, rien ne semble encore décidé, mais la tentation est forte d'utiliser ce pactole pour compenser la disparition de la taxe professionnelle ou pour offrir aux patrons un allègement de « charges » sociales. Dans ce cas, les travailleurs seraient doublement perdants: sous prétexte de lutte contre le changement climatique, le gouvernement leur ferait payer un nouveau cadeau au patronat. Pour de très nombreux foyers, rendre plus coûteux l'accès à l'énergie ne changera rien à leur consommation, qui permet tout juste de répondre à leurs besoins élémentaires (se chauffer, se déplacer, s'éclairer, cuisiner...), mais elle les appauvrira encore un peu plus.

Une grande part de la consommation énergétique est induite par l'organisation capitaliste de la société. En effet, l'usage de la voiture individuelle, l'allongement des distances quotidiennes parcourues par les travailleurs, la multiplication des transports de marchandises sont des conséquences de l'organisation de la production, dictée par la recherche permanente du profit maximum. Or, cette taxe ne s'attaque en rien à cette logique mortifère. Pour preuve, les grands industriels, pourtant fortement contributeurs à l'aggravation de l'effet de serre, en seront exemptés.

Damien Joliton

POUR UNE LUTTE DÉTERMINÉE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Inefficace écologiquement et injuste socialement, le projet de taxe carbone doit être abandonné. Il est indispensable de baisser de 80 à 95% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, mais ce n'est pas en s'attaquant aux travailleurs et aux populations les plus en difficulté que cet objectif pourra être atteint. Cela demandera des changements sociaux et structurels profonds. Pour faire face aux défis climatiques, il est urgent de prendre des mesures permettant vraiment aux travailleurs de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre:

- transports en commun gratuits et de qualité;
- plan de réhabilitation des logements mis en œuvre par un nouveau service public du logement et financé grâce aux surprofits des compagnies pétrolières et gazières;
- politique ambitieuse en matière de logement et d'urbanisme, mettant à disposition des travailleurs des habitations à proximité de leur lieu de travail;
- programme public de développement de l'énergie solaire financé par la réorientation des crédits actuellement alloués au nucléaire;
- remise en cause de la flexibilité du travail, qui contraint les travailleurs à l'utilisation de leur voiture...

et aussi

2 MILLIARDS D'EUROS LE QUART D'HEURE POUR LA LIGNE À GRANDE VITESSE. C'est bien connu, la ligne droite est le plus court chemin pour relier un point à un autre. Mais ce n'est pas l'avis de Réseau ferré de France (RFF), qui nous affirme que relier Limoges à Paris passe par Poitiers en créant une ligne à grande vitesse (LGV)! La bagatelle de 2 milliards d'euros sera donc dépensée pour gagner quinze minutes par rapport au trajet qui passe par Orléans. C'est 50 ans de dettes pour les Poitevins et les Limousins. Gestion irresponsable des élus PS et UMP, qui ont signé ensemble le protocole d'accord du 29 mai dernier ou marchandage dans les couloirs parisiens? Est-ce une coïncidence si la Communauté d'agglomération de Poitiers a obtenu 2,5 millions d'euros de l'Etat pour la réfection de la grande passerelle gare-centre-ville? Le plus ahurissant: RFF reconnaît que cette nouvelle ligne TGV sera et restera la moins utilisée de France, avec 50 000 voyageurs par an!

SUICIDE À FRANCE TELECOM. Dans la nuit du 13 au 14 juillet, Michel Deparis, salarié à France Telecom Marseille (Bouches-du-Rhône), s'est donné la mort, expliquant son geste dans une lettre: « Je me suicide à cause de mon travail à France Telecom, c'est la seule cause, urgence permanente, surcharge de travail, absence de formation, désorganisation totale de l'entreprise, management par la terreur! Cela m'a totalement désorganisé et perturbé, je suis devenu une épave, il vaut mieux en finir! » Ces derniers mots de Michel sont terribles et sans appel. Déjà, en mai dernier, l'Observatoire du stress signalait que dix-sept salariés de France Telecom avaient tenté de se suicider dans les quinze derniers mois. Pour huit d'entre eux, le geste a été fatal. Cette situation dramatique ne peut plus durer. La direction de l'entreprise doit arrêter cette politique continue de restructurations, de suppressions d'emplois et de mobilité forcée, au prix de la santé, voire de la vie de ses employés.

À MARSEILLE, L'ARMÉE MET LE FEU. L'armée inaugure à sa manière, et avant l'heure, le parc national des calanques: aux barbecues de la légion, le camp militaire de Canjuers bat celui de Carpiagne 4 à 1 (match nul pour le nombre d'hectares brûlés): septembre 2000, septembre 2004, juillet 2007, août 2008, juillet 2009, les exploits des « sauvages » en uniforme n'amuse pas vraiment les Provençaux et ne passionnent pas la presse. Proportionnellement, les feux de poubelle provoqués par quelques pétards du 14 Juillet ont eu beaucoup plus de succès. L'armée occupe les collines de Carpiagne qui dominent les quartiers populaires de l'est marseillais. On frémit à l'idée que n'importe quel galonné de second rang puisse aller faire mumuse avec des balles traçantes, au-dessus de nos têtes, en pleine période de sécheresse.



ALCATEL LANNION FRONT UNIQUE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Face à la direction d'Alcatel-Lucent, qui multiplie les licenciements boursiers, les salariés s'organisent, avec le soutien des organisations politiques.

JEUDI 23 juillet, la direction d'Alcatel-Lucent annonçait 850 suppressions de postes et 150 «externalisations» avec, comme seule justification la diminution de la masse salariale. Ainsi, Pierre Barnabé, PDG d'Alcatel-Lucent France, déclarait-il, en avril 2009 : «Il nous faut retrouver la confiance des marchés et montrer que nous sommes une entreprise profitable, capable de dégager des profits sur des marchés porteurs.» Comme chez Continental, Heuliez, Caterpillar, Molex... la même logique du profit maximum contre la vie des travailleurs est à l'œuvre. En trois ans, les effectifs du géant mondial de l'industrie des télécoms - 75 000 salariés dans 55 pays, dont 11 000 en France - ont baissé de 17 500 dans le monde, dont 2 000 en France. A Lannion (Côtes-d'Armor), les 200 suppressions d'emplois (sur 900 salariés) se conjuguent avec des plans de licenciements dans les filiales ou anciennes filiales... Alors, la liste s'allonge : 53 emplois supprimés chez le fabricant d'antennes RFS, vingt postes d'Alcanet transférés à HP-EDS (en cours de plan social) et un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de 51 salariés sur 144 chez Hammer Et Simmons (ex-Alcatel-Converter). Pour l'heure, les salariés de RFS ont annoncé la couleur : l'offensive et non la défensive. «Nous n'acceptons pas cette décision», explique très clairement le délégué CGT, Yves Nicolas. «Malgré les annonces, nous allons nous battre pour défendre les emplois à Lannion. Nous ne causerons pas de primes de départ ni de mesures d'âge... On n'en est pas encore aux bonbonnes de gaz, mais on pourrait innover.» Depuis le 1^{er} Mai, il ne s'est pas passé quinze jours sans grèves ou blocages avec la participation massive du personnel.

Au-delà de la dimension locale, avec les fragilisations en cascade et la stratégie identique de France Telecom cherchant à réduire l'emploi dans son centre de recherche de Lannion, il s'agit de la même politique de casse des emplois privés et publics que celle mise en œuvre partout en France. Aussi, le comité NPA de Lannion s'est-il adressé aux partis et aux organisations de toute la gauche (institutionnelle et de combat) pour créer un front unitaire de défense des salariés. La gravité de la situation a permis ce rassemblement : Fédération, NPA, PC, PG, PS, Union démocratique bretonne, Verts. Dans un communiqué, ce front désigne bien les adversaires : le Medef, le patronat, les directions d'entreprises et le gouvernement. Ce front unitaire s'engage à prendre toutes les initiatives nécessaires pour mobiliser la population et participer aux combats, en lien avec les syndicats, face aux suppressions d'emplois. Cette stratégie unitaire, indispensable pour donner enfin un coup d'arrêt à la politique capitaliste est indissociable de l'affirmation de tout programme anticapitaliste : interdiction de tous les licenciements et nationalisation sans indemnités des grands groupes industriels, pour une politique audacieuse de développement des services publics.

Eric Audrain

L Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'Emploi, avance son «plan d'urgence» pour la rentrée : aucune embauche n'est prévue au Pôle emploi, mais le suivi de 320 000 chômeurs va être transféré à des opérateurs de placement privés (OPP), d'ici 2010. Soit un budget de 100 millions d'euros pour la seule année 2009... La crise sert, là encore, de prétexte pour éviter de tirer le bilan catastrophique de la fusion entre l'ANPE et l'Assedic, merveilleuse «réforme» voulue par Sarkozy. Pourtant, tout devait être «simple», comme l'a si souvent répété la direction de Pôle emploi, dont le but était de proposer à «ses clients» un service complet *via* un interlocuteur unique. Mais, plus de six mois après, plus personne ne s'y retrouve : ni les usagers, trimballés d'un service à un autre ou d'un conseiller à un autre, ni les agents, complètement dépassés par la dégradation de leurs conditions de travail, liée à la fois au contenu de leur mission et à l'augmentation de la charge de travail. Dans ce contexte, le recours au secteur privé pose plusieurs questions. En termes d'intérêt pour les chômeurs, la dernière étude sur l'impact de l'accompagnement renforcé sur le taux de personnes ayant retrouvé un emploi de plus de six mois démontre qu'à moyens égaux, l'accompagnement proposé par le service public de l'emploi offre des résultats bien meilleurs que ceux du privé. Ainsi, après trois mois de suivi, 5,5% des demandeurs accompagnés par l'ex-ANPE avaient retrouvé un emploi contre 1,7% par les OPP ; après six mois, ils étaient 8,4% contre 3% et après neuf mois, 16,9% contre 5,7%. Les résultats parlent d'eux-mêmes, mais le gouvernement s'entête. Quant aux effets sur les agents du Pôle emploi... selon le direc-

SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI LA FIN RAMPANTE

Les agents de Pôle emploi, qui paient déjà les pots cassés de la fusion entre l'ANPE et l'Assedic, sont submergés par l'afflux de nouveaux chômeurs. Mais, plutôt que de procéder à des embauches, le gouvernement sous-traite au privé.



Faujour

teur général Christian Charpy, la concurrence avec les OPP les stimulerait. Au-delà du mépris envers les salariés de Pôle emploi - qui subissent quotidiennement la fusion - le gouvernement et la direction essaient de justifier, par tous les moyens, leur politique de privatisation du service public et la transformation des conseillers à l'emploi en police de l'emploi.

Le chômage devient ainsi un marché juteux pour bon nombre d'entreprises : agences d'intérim, cabinets... Ces dernières seront payées en fonction de leurs résultats. Mais, parallèlement, le durcissement des politiques de l'emploi continue : offre raisonnable d'emploi (ORE), qui impose d'accepter des postes éloignés de chez soi avec un salaire au rabais après quelques mois de chômage ; contrôle, à

l'aide de lampes UV, des papiers d'identité lors de l'inscription, avec l'obligation pour les conseillers de noter les fausses pièces sans avertir le chômeur ; convocation mensuelle entraînant de nombreuses radiations supplémentaires, alors même qu'il y a peu d'offres d'emploi et de formations.

Alors, comment éviter que les OPP, dans une logique de rentabilité, ne contraignent les chômeurs à accepter n'importe quel emploi prétendu raisonnable ? Le recours au privé permet à la direction de Pôle emploi de déjouer les résistances des agents n'appliquant pas - pour beaucoup d'entre eux - l'ORE et autres mesures coercitives.

Dès le départ de la ministre de l'économie, Christine Lagarde, avait annoncé la couleur. La fusion devait répondre au besoin de flexibilité du marché du travail. Il est évident que

Pôle emploi a pour seul objectif de répondre aux intérêts du patronat en termes de main-d'œuvre précaire et flexible. Rien de tel donc que des structures imposant aux travailleurs privés d'emploi d'accepter des postes dont personne ne veut, à coup de menaces de sanctions financières.

Devant cette situation, de plus en plus d'agents se révoltent. Il n'y a jamais eu autant de collectifs, de pétitions, d'actions spontanées, concernant les conditions de travail et/ou les missions (ORE, contrôle d'identité).

Il ne reste plus qu'à espérer qu'une grande mobilisation aura lieu à la rentrée, pour lutter contre cette fusion qui démontre chaque jour son incapacité à résoudre quoi que ce soit.

Le comité NPA Pôle emploi

et aussi

SURSIS EN DENTELLE POUR AUBADE. Le plan social d'Aubade (104 licenciements) à Saint-Savin (Vienne) a été retoqué par le tribunal de grande instance de Poitiers. C'est donc un maigre sursis accordé aux salariés, puisque la délocalisation en Tunisie reste d'actualité. Malgré les gesticulations pittoresques et pathétiques des personnalités locales et régionales, cette entreprise et ses emplois disparaîtront de Poitou-Charentes à brève échéance, comme prévu d'ailleurs par la holding suisse Calida (surnommée depuis Al-Calida dans cette région). Il faut que les machines de production restent en place. D'autres circuits commerciaux pourraient être créés, comme lors de l'expérience réussie des LIP dans les années 1970 : les salariés se sont appropriés l'outil de production pour vendre eux-mêmes le fruit de leur travail. Organiser la pauvreté par la «concurrence libre et non faussée» devrait être puni, mais la prison n'existe pas pour les assassinats sociaux. N'en déplaisent à certains, l'espoir et la solidarité ne sont pas encore des valeurs subversives.

TDF, FIN DE LA TÉLÉ POUR TOUS. La direction de TDF, diffuseur historique de télévisions et de radios par voie hertzienne, pour tous les foyers français métropolitains et d'outre-mer, a annoncé la suppression d'un quart de ses effectifs (600 personnes), justifiant cette restructuration par le passage à la diffusion numérique, fin 2011. Elle a suivi en cela les préconisations du cabinet de conseil Cap Gemini, à qui le gouvernement fait régulièrement appel, lors de ses projets de restructuration des services publics. Pour TDF, groupe en bonne santé ayant réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros en 2008, rien ne justifiait, début 2009, de telles décisions. L'objectif de ce plan est avant tout financier. Les activités de TDF sont pourtant essentielles pour l'économie et le fonctionnement du pays. Lorsque la télé analogique sera arrêtée, les chaînes ne prévoyant pas d'investir dans des zones où la population est jugée insuffisante, de nombreux foyers français

n'auront plus droit à la télé gratuite. A charge pour eux de se doter de réceptions satellite ou pour les collectivités locales (nos impôts) de financer la couverture TNT locale. Le 23 juin, 80% des salariés étaient en grève avec occupation du siège à Montrouge (Hauts-de-Seine). L'intersyndicale demande le retrait pur et simple du projet de suppressions d'emplois.

article en version longue sur www.npa2009.org



H1N1, LE PRIX DE LA CASSE DES HÔPITAUX.

Chaque année, la banale grippe saisonnière suffit à saturer les urgences, les services de réanimation et de pneumologie, alors qu'un vaccin efficace réduit les hospitalisations de 50%. Déjà, les urgences connaissent un pic d'activité lié à la grippe, alors qu'on n'observe, en France, qu'une circulation très limitée du virus. Malgré la décision justifiée d'orienter en priorité les cas suspects vers leur médecin traitant et les maisons médicales, les urgences restent le recours privilégié pour de nombreux patients fragilisés ou paniqués: fermeture des maisons médicales après minuit, pas d'obligation d'avancer les frais médicaux. Avec les fermetures de lits et d'hôpitaux de proximité, trouver un lit d'hospitalisation est un casse-tête quotidien. Lors de la pandémie, ce sera mission impossible. Quant aux structures privées, elles refusent souvent d'accueillir des malades en urgence, qui occuperaient les lits d'hospitalisation programmée, source de profits pour le privé. Lors du pic pandémique, les «plans blancs» peuvent être activés: déprogrammation

des activités non urgentes, renvoi des patients vers la médecine de ville, dépassement des bornes horaires sans limitation, à titre exceptionnel et pour une durée limitée, par arrêté du ministre de la Santé. Comment l'hôpital en déficit chronique de personnel pourra-t-il supporter un pic épidémique de six à huit semaines, alors que les plans de retour à l'équilibre budgétaire poussent encore à la suppression de près de 30 000 emplois hospitaliers? Pendant la grippe, les infarctus continuent! Les hôpitaux publics saturés, l'hospitalisation privée, avec ses dépassements d'honoraires et parfois ses refus de soins pour les patients bénéficiaires de la CMU, risquent de n'être un recours que pour les plus riches. Retrait du plan Bachelot, arrêt des fermetures de lits, embauche massive de personnels, budgets en fonction des besoins... Voilà aussi les urgences face à la menace grippale. «La France est prête à affronter une pandémie de grippe» affirme François Fillon. A Saint-Joseph, à Paris, sa politique conduit à fermer le service de maladie infectieuse. Tout un symbole.



Le gouvernement français a acheté 90 millions de doses du futur vaccin contre la grippe A, ce qui correspond à deux injections pour 45 millions de personnes. (REUTERS)

GRIPPE ADANGER POUR LES PLUS DÉMUNIS

Le virus de la grippe A frappera sûrement à la rentrée. Bien qu'il soit peu dangereux, les multiples attaques qu'a subies notre système de santé, rendront la situation plus difficile, surtout pour les populations fragilisées.

Dans les deux ou trois mois à venir, la France va connaître un premier pic épidémique de grippe A/H1N1. La bonne nouvelle, c'est que – pour l'instant – le virus est peu virulent, ce qui signifie qu'il tue très peu, par pneumonie virale ou, surtout, par surinfection bactérienne. Dans la plupart des cas, paracétamol, hydratation et masque respiratoire suffisent donc. La mauvaise nouvelle, c'est qu'il est très contagieux: 30 à 50% de la population française pourraient être touchés au cours de plusieurs pics pandémiques, contre moins de 10% chaque année. On imagine la désorganisation économique et sociale, qui sera d'autant plus rudement ressentie que les populations sont fragilisées et que l'Etat social est en retrait. Le bilan sera alourdi par les faiblesses de notre système de santé et de solidarité, marqué par des décennies de politiques de fermetures de lits, de rédu-

tion de personnel, de gestion de la pénurie à travers les déserts médicaux, les dépassements d'honoraires, la mise à l'écart des patients bénéficiaires de la CMU, le retard pris dans la solidarité vis-à-vis des personnes âgées ou isolées. Il sera encore aggravé par le mépris gouvernemental pour les personnels, quand on sait par exemple que rien n'est prévu pour fournir gratuitement en masques les aides à domicile, qui accompagnent des milliers de personnes âgées ou fragilisées. Ou que le Tamiflu sera seulement remboursé, et non gratuit, pour ceux qui en auront besoin! S'il ne réduit que de 30% le nombre de malades chaque année, le vaccin antigrippal saisonnier diminue de 50% les complications et de 80% la mortalité. Pour 1 milliard d'euros, le gouvernement français a acheté 90 millions de doses du futur vaccin, ce qui correspond à deux injections pour 45 millions de personnes. Un vaccin qui arrivera sûrement trop tard

pour le premier pic, mais la pandémie grippale frappe toujours deux fois. Depuis 2005, avec la grippe aviaire, on s'attend à une pandémie. Pourtant, la capacité mondiale de fabrication du vaccin, confiée tout entière au privé, est limitée à 675 millions de doses pour 6,5 milliards d'habitants, du fait de sa faible rentabilité. Les pays du Sud en seront privés. Ils payeront un lourd tribut à la grippe, car les politiques menées sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale ont aussi détruit les systèmes de santé publics, tandis que la défense acharnée par l'Organisation mondiale du commerce du droit de propriété intellectuelle sur les médicaments rend antibiotiques et Tamiflu hors de portée des plus pauvres. Née probablement dans les immenses usines de porc de l'agro-business américain au Mexique, l'épidémie – dont la gestion est laissée à l'Etat et au marché capitaliste –, touchera avant tout, surtout en ces temps de crise

internationale, les plus pauvres. Il appartient au mouvement ouvrier d'imposer une autre logique de solidarité internationale, d'égalité d'accès aux soins et aux vaccins, de protection des personnes avant les profits, dans la définition notamment des plans de continuité d'activité économique... Reste une grande incertitude, pour un virus qui mute rapidement: une recombinaison génétique ajouterait une forte mortalité à sa forte contagiosité. C'est le scénario catastrophe de la grippe espagnole de 1918 (40 à 100 millions de morts). De nouveaux virus circulaient dès 1916 et, brutalement, la mortalité a bondi à près de 2,5% aux Etats-Unis en 1918. Mais, à cette époque, ni la réanimation respiratoire, ni les antibiotiques n'existaient. Plus vite ce virus s'éteindra – on en revient au vaccin –, plus vite cette menace s'éloignera.

Frank Cantaloup

AUTOMNE SOCIAL QUEL PLAN D'ACTIONS?

Pas de répit cet été: chaque jour apporte son lot de destructions sociales. La rentrée appelle une stratégie de lutte préparée.

LES MENACES d'explosions sont-elles des actions de désespoir ou l'annonce d'une révolte qui pourrait s'étendre? Peut-être les deux. En l'absence de perspectives des confédérations syndicales, dont le front commun lézardé se refusait de toute façon à soutenir les luttes locales (même quand elles avaient un écho national), les salariés ripostent comme ils peuvent. Mais la question est posée: quel plan d'actions pour une rentrée sociale dure?

La menace de licenciements et de dégradations graves des revenus et des salaires est quasi générale, qu'il s'agisse de sous-traitants ou de grands groupes, d'intérimaires ou de salariés en CDI. Près de 50% des entrées au chômage proviennent d'emplois détruits. Le mouvement difficile des chômeurs des années 1990 touchait surtout les chômeurs âgés et de longue durée. Aujourd'hui, c'est toute l'assise du salariat qui s'affaisse. C'est pourquoi les Etats généraux du chômage et de la précarité, qui se sont tenus le 17 mai dernier, se sont adressés à tous les salariés (des syndicalistes de Caterpillar et de l'équipementier Tyco étaient présents) pour «contester la légitimité» même des licenciements et bâtir une «*législation pour rendre le droit à l'emploi effectif*» fondée sur la «*continuité des droits: contrat de travail, obligation de reclassement*», avec financement par un «*fonds patronal mutualisé*». La déclaration appelle à reprendre le combat pour la réduction du temps de travail et pour les services publics. Elle propose des «*marches régionales*» unissant tout le monde et culminant le 5 décembre. Ce projet fédérateur pourrait-il redonner un début de perspective aux combats éparpillés? Cela supposerait une forte unité syndicale, qui retrouverait un sens national, après les journées calamiteuses des 26 mai et 13 juin. Mais on ne peut exclure que la résistance sociale se fraye une autre voie. Plusieurs tentatives de rapprochement dans l'action entre salariés victimes de licenciements montrent l'attente de coordination, qui devrait être l'objectif urgent de l'intersyndicale nationale. Les Continental ont manifesté avec Goodyear, un «collectif de résistance» se met en place dans la Meuse. Les New Fabris appelaient les entreprises à se rassembler à Châtellerauld, le 30 juillet.

Primes ou emplois? Dans un communiqué prenant ses distances avec New Fabris, la confédération CGT met la priorité sur la «*sauvegarde de l'emploi*», plutôt que l'obtention d'«*indemnités*». Certes, la bataille de l'emploi paraît bifurquer vers la recherche de primes de départ dans la dignité, quand les salariés sont sans alternative. Cependant le mot de «prime» recèle des sens sociaux différents. Les 50 000 euros des Conti ont marqué les esprits, mais ils ont surtout obtenu un quasi-maintien de leurs salaires pendant plusieurs années (jusqu'en 2012). Ne faut-il pas agir pour généraliser ce fonds salarial arraché à la multinationale, pour toutes les situations d'emplois menacés? Faire payer les dividendes par une cotisation assurant les salaires: voilà un objectif clair. Il permettrait aussi de tracer un pont entre l'emploi et la question salariale, sans les opposer. Car le thème du «partage de la valeur ajoutée», dont Sarkozy s'est emparé avec démagogie, va revenir sur le devant de la scène. Enfin, dès septembre, la défense des services publics sera au cœur d'une bataille unitaire, sous l'égide d'un large front (syndicats, partis, associations), qui organise un référendum contre la privatisation de La Poste, le 3 octobre.

Dominique Mezzi



(Enzo)

NPA arguments

Pourquoi L'IMMIGRATION n'est pas un problème

Depuis 35 ans

les lois restreignant la circulation, l'installation et le travail des immigrés ne cessent de se multiplier, que les gouvernements soient de droite ou de gauche. Avec Sarkozy à l'Intérieur (depuis 2002) puis à la présidence (depuis 2007), la machine à fabriquer des sans-papiers s'est encore renforcée. En 2006, Sarkozy déclarait: «*Que les choses soient très claires: si on a des papiers, on a vocation à rester en France, si on n'a pas de papiers, on a vocation à être accompagné chez soi.*» En réalité, si les premières lois restreignant le droit au séjour datent de 1974, il devient de plus en plus difficile d'obtenir des papiers en France. La seule promesse que Sarkozy tient, c'est «*fliquer plus pour expulser plus.*» En 2008, 29 000 étrangers ont été expulsés – un record depuis la fin des années 1930. Au niveau européen, le pacte sur l'immigration, adopté à l'unanimité des 27 gouvernements de droite ou de gauche en 2008, durcit de nouveau les lois anti-immigrés. Or, l'immigration n'est pas un problème, elle est un fait. La gestion concertée des flux migratoires permet au capitalisme européen d'utiliser la main-d'œuvre du Sud selon son bon vouloir. C'est la logique capitaliste du «*diviser pour mieux régner.*» qui en fait un problème. Toute l'argumentation des discours contre l'immigration, légale ou non, repose sur des idées sans fondement, qu'il est nécessaire de démonter.

VEZ SOUTENIR LE MINISTÈRE DE LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS
(14, rue Baudelique, Paris 18^e, M^o Simplon)

Occupation soutenue par: CSP75, Alif sans-papiers, Coordination nationale des sans-papiers (CNSP), Comité de soutien de la Mecj, ATMF, Attac, Cedetim, DAL, Droits Devant!!, FTICR, Gisti, LDH 18^e, MLA, Mouvement des quartiers, Mrap, Quartier solidaire Belleville, CGT-Educ'Action 93, CGT-Nettoielement, CNT-Education 75, Solidaires, SUD, CGT, Ligue de l'Enseignement, SUD-Education, CGT 18^e, Les Alternatifs, Alternative libertaire, Fase, NPA, Parti de gauche, Les Verts, VP Partisan.

MENSONGE N°1

«**NOUS NE POUVONS PAS OUVRIR LES FRONTIÈRES, CELA FERAIT APPEL D'AIR**»

Jusqu'en 1974, les frontières étaient ouvertes, et l'«*invasion*» ne s'est jamais produite... Jusque-là, on assistait plutôt au racolage des grandes entreprises automobiles, sidérurgiques et minières, qui transplantaient des villages entiers pour satisfaire les besoins de l'économie française. Environ 200 millions de personnes (3% de la population mondiale) vivent hors de leurs frontières, et 55% des migrations se font du Sud vers le Sud, c'est-à-dire d'un pays pauvre vers un pays un peu moins pauvre. Il y a, par exemple, 30% d'étrangers en Côte-d'Ivoire. Ce sont les raisons économiques, la désespérance devant la corruption, les guerres et les dictatures – encouragées par la complicité de l'Europe –, qui poussent les populations à partir. L'exil n'est pas un plaisir, mais un déchirement. Les gouvernements successifs, avec leur «*maîtrise des flux migratoires*», font croire qu'il est possible de dresser des barrières infranchissables autour d'une Europe forteresse. Mais empêcher l'immigration illégale est une tâche impossible, coûteuse (près de 415,2 millions d'euros par an) et, de toute façon, inacceptable. Le renvoi massif et l'obsession du chiffre, thème électoraliste s'il en est, relèvent donc de la pure manipulation, car les gouvernements ne disposent heureusement pas des moyens politiques et matériels de rejeter les migrants, à moins d'entrer dans une implacable logique totalitaire.

MENSONGE N°2

«**IL FAUT RÉPRIMER LES CLANDESTINS POUR INTÉGRER LES IMMIGRÉS LÉGAUX**»

La clandestinité est fabriquée par les pays d'accueil, qui exigent des visas dont les conditions d'obtention sont de plus en plus restrictives. Cela se fait au nom de l'intégration. Celle-ci est un prétexte car, même avec des papiers, les immigrés extracommunautaires (ceux qui ne sont pas de la bonne couleur!) subissent toujours le racisme et les discriminations. L'intégration signifie, en fait, l'assimilation. On veut diviser les immigrés entre le «*bon grain et l'ivraie*». N'admettre que les plus qualifiés, piller les intelligences et les savoir-faire jette les exclus de cette «*immigration choisie*» dans l'illégalité, en les contraignant à contourner les réglementations pour survivre dans un monde de plus en plus inégalitaire. Car, et parfois au péril de leur vie, ceux qui veulent entrer ne se découragent pas et finissent un jour, dans leur grande majorité, par y parvenir. Les régularisés perdent leur travail illégal, car leurs employeurs, qui bien souvent les utilisaient en parfaite connaissance de leur situation, refusent alors d'augmenter leurs salaires ou d'assumer le coût des cotisations. Ils se retrouvent alors précarisés, contraints au travail au noir et, évidemment, sous-payés. Leur illégalité convient parfaitement aux secteurs fragilisés et dérégulés de l'économie.

MENSONGE N°3

«**ILS VIENNENT VOLER LE PAIN DES FRANÇAIS**»

Cette expression raciste, stupide et fautive, illustre comment les gouvernants peuvent manipuler la réalité pour entretenir la peur. En Europe, la grande majorité des travailleurs immigrés étrangers occupe des emplois dans des secteurs particulièrement pénibles et exigeants, dont beaucoup de nos concitoyens ne veulent pas. Ainsi, parmi les immigrés, 52% des hommes et 48% des femmes déclarent devoir rester longtemps dans une posture pénible ou fatigante, contre 36% des hommes et 30% des femmes non immigrés. Les immigrés ne volent rien à personne, travaillent et payent leurs impôts! Maintenir ces travailleurs dans la clandestinité entraîne, en outre, une offre permanente de travail illégal, avec la complicité des pouvoirs publics. Ce sont également les premières victimes du chômage: «*En mars 1998, le taux de chômage des étrangers s'élevait à 23,7%, tandis que celui des Français était de 11,1%. Mais, si l'on isole les étrangers n'étant pas originaires de l'Union européenne, leur taux de chômage est quasiment le triple de celui des actifs français*» (Gisti 1999). La population immigrée joue un rôle «*d'amortisseur de la crise*» et non de «*bénéficiaire*» au détriment des travailleurs français. L'utilitarisme migratoire et la mise en œuvre d'une immigration jetable génèrent une concurrence entre salariés avec et sans papiers, avec pour résultat la baisse des salaires et la perte des acquis sociaux pour tous, Français et immigrés. Le refus de leur régularisation engendre exploitation et précarité extrêmes, tout en profitant honteusement à de nombreux secteurs de l'économie, sous le regard bienveillant de l'administration d'Etat.

MENSONGE N°4

«**ILS NOUS COÛTENT CHER**»

Selon des estimations généralement admises, entre 200 000 et 400 000 étrangers sans papiers vivent en France, souvent déclarés par leur employeur, qui s'accorde de leur situation irrégulière. Frappés par la politique de limitation de l'accès aux soins (l'aide médicale d'Etat, réservée aux malades «*sans papiers*», ne représente qu'à peine 0,1% des dépenses de santé), victimes de conditions de travail dégradées, ils subissent un véritable racket sur les impôts et cotisations sociales dont ils s'acquittent. Mais ils ne bénéficient pas des droits et services dont ils assurent pourtant le financement: Sécurité sociale, assurance chômage (les travailleurs sans papiers étant deux fois plus exposés au chômage), retraite, accès au logement social, etc. Le collectif Halte au racket sur les cotisations sociales des travailleurs sans papiers évalue à près de 2 milliards d'euros le manque à gagner pour les sans-papiers et, par conséquent, le bénéfice qu'enregistre l'Etat dans ses caisses. C'est la double peine de l'expulsion et du licenciement sans préavis ni indemnités que subissent les travailleurs sans papiers!

MENSONGE N°5

«**IL N'Y A QU'À LES AIDER CHEZ EUX, COMME ÇA ILS Y RESTERONT**»

Cette phrase, répondant à une logique politicienne et xénophobe est, une fois de plus, gravement mensongère. La prétendue aide au développement (seulement 0,39% du revenu national brut, pour la France, en 2008) n'arrêtera pas l'immigration. En effet, les politiques ultralibérales, liées à la mondialisation des échanges, amplifient au niveau international le phénomène migratoire. Parce que le développement désorganise dans un premier temps le fonctionnement des sociétés traditionnelles de ces pays, il s'accompagne non pas d'une diminution, mais d'une augmentation des migrations. L'hypocrisie ambiguë de la notion de codéveloppement masque le désir des sociétés européennes de ne pas voir les migrants s'approcher de leurs rivages. Elle ne représente en rien l'aide qu'apporterait le Nord riche au Sud pauvre, et elle ne peut en aucun cas proposer une alternative aux migrations. Le codéveloppement masque la réalité des rapports Nord/Sud et le pillage mené par les grandes puissances, dont la France. De plus, cette aide au développement est conditionnée à la signature d'accords bilatéraux de part et d'autre de la Méditerranée, avec la délocalisation des contrôles le plus en amont possible des frontières de l'Union européenne et la sous-traitance des tâches de surveillance aux pays de départ ou de transit. Le dispositif Frontex permet une action répressive au-delà des frontières.



L'UMP ET LE PS CONTRE L'IMMIGRATION

En février 2007, pour récupérer une partie de l'électorat de Le Pen, Sarkozy n'hésitait pas à reprendre son discours : « *Quand on habite en France, on respecte ses règles : on n'est pas polygame, on ne pratique pas l'excision sur ses filles, on n'égorge pas le mouton dans son appartement.* » En 2005, lors de la révolte des quartiers populaires, le président du groupe UMP de l'époque, Bernard Accoyer, fournissait une explication : « *L'intégration et l'assimilation sont mises en difficulté par un volume d'immigration qui va au-delà des capacités d'absorption. Si on veut intégrer, il faut ralentir significativement les flux d'immigration.* » Et d'évoquer deux causes responsables de l'« arrivée massive » de nouveaux immigrants : le regroupement familial et la polygamie.

La gauche devrait s'opposer de manière intraitable à tous ces mensonges racistes qui font des immigrés les boucs émissaires responsables de tous les problèmes. C'est le contraire qui se passe, le PS suit Sarkozy sur ce terrain. Dans une tribune d'octobre 2007, Martine Aubry soulignait : « *Nous n'avons jamais pensé [...] que l'ensemble des sans-papiers présents à un moment donné sur notre territoire devait être régularisé.* » Sans parler de phrases comme celles du maire d'Evry (Essonne), Manuel Valls, qui, en visite dans sa ville et après avoir serré la main d'un homme noir, a déclaré : « *Belle image de la ville d'Evry ! Tu me mets quelques Blancs, quelques Whites, quelques Blancos...* » Le PS diverge sur la forme mais pas sur le fond de la politique du gouvernement actuel. Il fait semblant d'ignorer que la proportion d'immigrés en France n'a pas varié depuis 20 ans (autour de 7%), soit le même chiffre qu'en 1930.

LES PROPOSITIONS DU NPA

Régularisation de tous les sans-papiers

Tout système de sélection sur la base de critères, cumulatifs de surcroît, ne peut être qu'injuste et arbitraire. La régularisation « au cas par cas » ne règle pas le problème de fond. Entre 1997 et 2002, la gauche au gouvernement a régularisé 70 000 sans-papiers sur 132 000 dossiers tout en poursuivant le durcissement des lois, ce qui a reconstitué un volant de clandestins.

Égalité totale entre Français et immigrés

(comprenant le droit de vote à toutes les élections).

Faire converger les luttes

En avril 2008, Sarkozy annonçait qu'« *il n'y aura pas de régularisation globale parce que la régularisation globale conduit à la catastrophe.* » Il est possible de le faire reculer, à condition de construire un mouvement global, massif pour la régularisation. De nombreuses luttes se s'y emploient. Nous devons les faire converger dans un mouvement de masse impliquant les collectifs de sans-papiers, les syndicats, les associations, les partis, pour construire un rapport de forces face à la politique raciste de chasse aux immigrés.

Liberté de circulation

La question de l'immigration débouche sur la liberté de circulation, de séjour et d'installation. La perversité du marché prône la liberté totale de circulation des marchandises et des capitaux, mais elle le dénie aux êtres humains. C'est pour cela que le NPA se bat pour un autre monde, où les humains pourraient circuler librement, un monde organisé selon les besoins et non les profits.



NORD KIVU ET ITURI TOUJOURS MEURTRIS

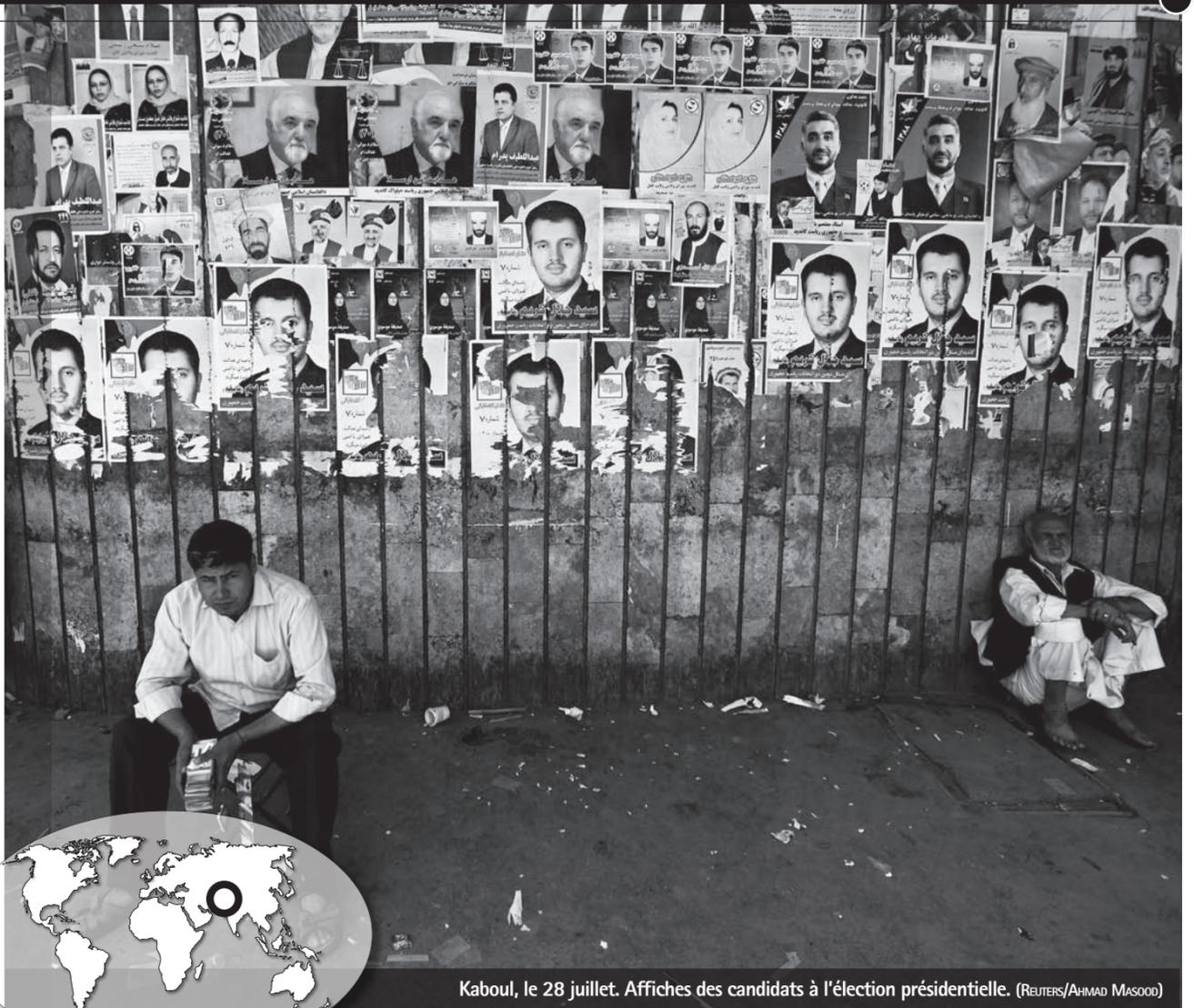
A l'est de la République démocratique du Congo (RDC), au Kivu et en Ituri, la population est toujours prise en otage par diverses milices et par l'armée gouvernementale, sous l'œil complice des dirigeants occidentaux.

LES FORCES démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), milice créée par les génocidaires rwandais en exil, sèment la terreur depuis quinze ans dans l'est de la RDC. L'opération Umoja Wetu («Notre unité»), menée conjointement par les armées rwandaises et congolaises, dans le Nord-Kivu, en février dernier, devait y mettre fin. Il s'agissait de leur reprendre le contrôle de plusieurs mines de coltan, d'or et de cassiterite, mais aussi d'arrêter le général Laurent Nkunda, autrefois soutenu par le Rwanda, puis sacrifié sur l'autel de la réconciliation entre les deux pays. Sa milice, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), avait alors intégré les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), s'associant aux opérations militaires. Cependant, les FDLR n'ont pas été défaits, et leurs chefs, impunément exilés en Europe, ont pu diriger des opérations de reconquête de certains bastions. L'armée congolaise a immédiatement lancé une seconde opération contre les FDLR, «Kimia II» («La paix»), appuyée cette fois par la force des Nations unies (la Monuc), tenue à l'écart de la première offensive. En réponse, les FDLR ont intensifié leurs massacres contre les civils. La Monuc étant toujours aussi incapable de protéger la population, malgré son mandat officiel, certaines ONG demandent la suspension de l'opération militaire.

Dans son rapport du 30 juin, le secrétaire général de l'ONU chiffrait à 1,7 million le nombre de réfugiés dans l'est de la RDC (dont 830 000 pour le seul Nord-Kivu), chassés par les combats et les exactions de diverses milices, mais aussi par celles de l'armée officielle, dont les chefs, également impliqués dans le travail forcé et l'exploitation illégale des minerais, tolèrent les pillages et les viols pratiqués par leurs troupes.

Les dirigeants des pays occidentaux n'ont ni aidé à l'indispensable réforme des FARDC, ni donné à la Monuc les moyens supplémentaires (aériens, notamment) qu'elle réclamait pour poursuivre les FDLR. Ils ne sanctionnent pas plus les entreprises occidentales qui profitent de l'économie de guerre. Ils sont plus préoccupés du devenir de l'exploitation minière que par le sort des populations, s'inquiétant de la concurrence chinoise. Alors que les contrats léonins, passés avec des entreprises occidentales pendant la guerre du Congo, sont censés être «revisités», la Chine a obtenu un accord qui lui permet d'accaparer des richesses considérables, en échange d'infrastructures. Les puissances occidentales digèrent mal cette «ingratitude» du président Kabila, qu'elles ont contribué à faire élire. Par le biais du FMI et de la Banque mondiale, elles exercent un chantage à l'allègement de la dette, pour remettre en cause le contrat chinois. Le retour de la paix et de la sécurité est une condition indispensable pour permettre à la société civile et aux mouvements sociaux de lutter pour la réappropriation de leur sous-sol.

Robin Guébois



Kaboul, le 28 juillet. Affiches des candidats à l'élection présidentielle. (REUTERS/AHMAD MASOOD)



AFGHANISTAN GUERRE, ÉLECTION ET CORRUPTION

L'offensive des troupes de l'Otan, dans le sud du pays, devait préparer la mise en place d'un pouvoir «légitimement» élu. Mais l'échec militaire pourrait bien préparer l'échec politique. Moment clé pour la stratégie d'Obama.

La deuxième élection présidentielle afghane, depuis l'occupation des troupes américaines et de leurs alliés, aura lieu le 20 août. Les tensions et la violence ne cessent de s'exacerber, ces derniers mois, et les attentats se multiplient; l'été afghan s'annonce comme le plus sanglant depuis la chute des talibans. La population en est la première victime: la misère s'ajoute une insécurité croissante. Le pouvoir corrompu est isolé et les talibans renforcent leur influence jusqu'aux portes de Kaboul. L'offensive militaire déclenchée par Obama dans la province du Helmand, au Sud, est loin d'être un succès et entraîne de lourdes pertes, en particulier pour les troupes britanniques. Les signes

de démoralisation se multiplient. Loin de maîtriser la situation, incapables de trouver de réels appuis, les armées d'occupation traitent avec les talibans et les seigneurs de guerre, par la pression des armes et de la corruption, renforçant les pouvoirs d'une clique de chefs locaux et de leurs milices, qui rançonnent la population. Les ONG, qui gèrent 80 % de l'aide internationale, traitent avec eux, fournissant largement les fonds de la corruption généralisée. Quel que soit le résultat, l'élection à venir apparaît comme une mascarade démocratique, bien incapable de mettre en place un pouvoir avec une quelconque autorité. Les talibans menacent d'en empêcher le déroulement. 41 candidats se sont

déclarés, mais l'essentiel de la campagne électorale se résume à des tractations avec les seigneurs de guerre, en échange de postes et de trafics garantis. Dans cette bataille, l'actuel président, Hamid Karzaï, apparaît le plus à même de s'imposer, sous la houlette des Américains, comme il l'avait déjà fait au lendemain de la chute des talibans. Il est en train de construire une nouvelle alliance de seigneurs de guerre pour se partager les pouvoirs locaux. Il aurait ainsi négocié un accord avec un ancien chef d'une organisation islamiste, Hekmatyar. Celui-ci a combattu les troupes de l'Otan aux côtés des talibans, est poursuivi comme terroriste par les Américains et s'est engagé à

déposer les armes en échange de ministres, de gouverneurs locaux et d'une aide financière. La démocratie, à l'ombre des armées, revêt le masque sinistre de la violence et de la corruption. Les difficultés rencontrées par les armées de l'Otan, la crise provoquée par l'extension du conflit au Pakistan et la généralisation de la corruption créent un climat de démoralisation parmi les troupes elles-mêmes. La nouvelle stratégie d'Obama agit à l'opposé du but espéré. L'instabilité cède la place à une décomposition morale et politique, pour en démontrer l'échec. Même aux Etats-Unis, la contestation grandit face à cette sale guerre, qui devient «le Vietnam d'Obama».

Yvan Lemaître

et aussi

BERLUSCONI SOIGNE LES RICHES. En Italie, Berlusconi a fait voter une amnistie fiscale qui permet aux riches Italiens qui avaient placé leurs capitaux dans des paradis fiscaux de se mettre en règle avec le fisc, à moindre coût. Les capitaux rapatriés ne seront taxés qu'à un taux de 5%. En 2001 et en 2003, l'amnistie était encore plus avantageuse, avec un taux de 2,5%. Le gouvernement justifie ce cadeau en arguant des besoins de financement des entreprises, alors que les banques sont réticentes, depuis la crise, à leur accorder du crédit. Le montant des capitaux concernés par l'amnistie pourrait s'élever à 150 milliards d'euros. Mais, comme en 2001 et en 2003, ces capitaux vont probablement ne faire qu'un aller-retour en Italie, le temps d'une régularisation auprès de l'administration fiscale et dans l'attente... de la prochaine amnistie.

LIBÉRONS SALAH. Salah Hamouri est un jeune franco-palestinien, condamné à sept ans de prison pour «avoir eu l'intention» d'assassiner le rabbin Ovadia Yossef, et incarcéré en Israël depuis mars 2005. Il est aussi

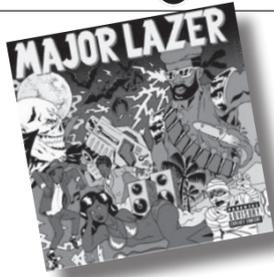
accusé d'être membre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Or, son dossier est vide de preuve; ni arme, ni plan, ni début d'exécution. Il est simplement accusé d'être passé en voiture devant le domicile du rabbin. Ayant purgé les deux tiers de sa peine, Salah demandait une libération anticipée. La commission de révision, siégeant dans la prison de Gilboa la lui a refusé jugeant le condamné «trop dangereux». Une décision proprement scandaleuse, prise dans des conditions répressives classiques en Israël, puisque le consul-adjoint de France à Haïfa, Stéphane Harzelec, s'est vu interdire l'accès à l'audience. Un conseiller de Sarkozy a, enfin, reçu la mère de Salah et le président aurait envoyé une lettre au Premier ministre israélien, rien de plus. Le NPA continuera, plus que jamais, à participer à la campagne unitaire pour la libération de Salah.

INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES AU CONGO. Total, premier investisseur du Congo-Brazzaville, en est aussi le principal extracteur pétrolier, avec un profit par baril des plus compétitifs (grâce à son soutien, dès 1997, du

régime du président Nguesso, réélu «officiellement» ce mois-ci). En 2008, la production congolaise de Total a augmenté de 35%. Le groupe Bolloré, présent au Congo-Brazzaville depuis près de 50 ans, a obtenu la gestion du port autonome de Pointe-Noire. Il prévoit d'y investir 570 millions d'euros et de rénover la voie ferrée qui relie Brazzaville à Pointe-Noire. Lors du voyage de Nicolas Sarkozy à Brazzaville, en mars dernier, l'Agence française de développement (AFD) a annoncé un prêt d'environ 30 millions d'euros pour les travaux d'aménagement du port. Quant à BNP Paribas, elle s'est déjà illustrée en accordant des prêts en contrepartie de rentes sur le pétrole (notamment sous le règne de Nguesso). Le 1^{er} février, le journaliste Bruno Jacquet Ossebi décédait, à la suite d'un incendie de sa maison, après avoir révélé l'imminence d'un prêt, gagé de la BNP Paribas à la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), de 100 millions d'euros. Il devait aussi se constituer partie civile dans l'affaire de corruption des «Biens mal acquis».



BD
AU COEUR DE LA TEMPÊTE/
Will Eisner/DELACOURT/
17,50 EUROS.
Né en 1917, Will Eisner a su retracer l'histoire de New-York à travers les évolutions de ses quartiers et l'arrivée de différentes vagues d'immigrants. Dans cette œuvre en partie autobiographique, le jeune Willie est emmené en convoi militaire vers le sud des Etats-Unis, pendant la deuxième Guerre mondiale, pour partir combattre en Europe. Chemin faisant, il se remémore son enfance à New York. Le récit simple mais percutant décrit avec justesse, finesse et un certain humour, l'antisémitisme que subissaient les immigrants juifs. A travers l'histoire de ses deux parents, il retrace aussi les trajectoires de ces hommes et femmes modestes, venus d'Europe, attiré par l'*American dream*. Les dessins sont en noir et blanc, pour un des ouvrages les plus réussis de Will Eisner.
Sylvain Pattieu



MUSIQUES
GUNS DON'T KILL PEOPLE... LAZER DO/
Major Lazer/
COOPÉRATIVE MUSIC
Depuis toujours, hip-hop et électro paient régulièrement leur tribut au dancehall jamaïcain (souvent improprement réduit chez nous au ragga), à l'origine de la révolution digitale (le *riddim Sleng Teng* né d'une erreur de manipulation sur un clavier Casio en 1985) qui a transformé la musique populaire depuis les années 1980. Le projet *Major Lazer*, porté par les DJ Diplo et Switch, s'inscrit dans cette longue tradition de réappropriation franchement iconoclaste de la *vibe* de Kingston. Quitte, au passage, à mobiliser quelques figures prestigieuses du moment et d'autres plus inattendues dans ce registre. En espérant que l'écoute du disque, jouissif et gamin dans le plus bel esprit du terme, donne aussi envie aux jeunes générations de redécouvrir les plus belles productions des King Jammys et consorts.
King Martov



MUSIQUES
DARK NIGHT OF THE SOUL
En plein retour de débat sur Hadopi, supposée défendre des artistes révoltés contre le téléchargement de leur musique, profitons de l'été pour bronzer moins idiots grâce aux dangereuses mélodies de «Dark Night of the Soul». Savoureux cocktail estival, à boire glacé, et de préférence la nuit, ses ingrédients en sont pour le moins étonnants: le producteur indépendant DangerMouse (cerveau de Gorillaz et Gnarl Barkley), Mark Linkous de Sparklehorse, Black Francis des Pixies, Julian Casablanca des Strokes, Iggy Pop, Suzanne Vega... et David Lynch! Véritable voyage initiatique sur les routes chaotiques de l'esprit lynchéen, ce projet collectif est disponible gratuitement sur Internet: voilà qui ne fera pas plaisir au nouveau ministre de la culture Frédéric Mitterrand, mais garantit un été de voyage sans bouger de chez soi. Le livret d'accompagnement avec les photos de David Lynch est, lui, vendu avec un CD-R pour graver l'album. Taper «Dark Night of the soul» dans un moteur de recherche.
Yvan Guibert



ROMAN
LA BOUCHE PLEINE DE TERRE/
Branimir Scepanovic/
Scepanovic/«MOTIFS»/LE
ROCHER/95 PAGES/5,50 EUROS
Un homme tente de rejoindre le Monténégro, son pays natal, par le train de nuit pour retrouver «la haute cime blanche de la Prékornitsa». Il a fui l'hôpital et trois mots en latin qui, sur son dossier de malade, ont signé son arrêt de mort. Révulsé par l'image de son corps affaibli, il a pris la résolution d'en finir. Mais deux chasseurs, croisés à l'aube, vont contrarier son projet. Et la fuite devant la maladie va se transformer en chasse à l'Homme! Construit sur l'alternance de deux points de vue, l'auteur met en scène la violence et l'incompréhension au cœur des relations humaines. La préface de Pierre-Emmanuel Dauzat, qu'il est préférable de lire en dernier, livre la plupart des clés de ce court roman très dense.
Youssef Sakhnine



<http://www.chronique-ouvriere.fr>
Animé par le juriste du travail Pascal Moussy, *Chronique ouvrière* est un outil en droit du travail au service des mobilisations, qui regroupe des juristes et des militants de la CGT. Au menu: actualités syndicales, interviews et décorticage de la jurisprudence, notamment. *Chronique ouvrière* donne un éclairage «lutte de classe» du droit du travail et de ses évolutions actuelles particulièrement intéressantes.

<http://limogespoitiers.com>
Suite au projet absurde de construire une ligne à grande vitesse entre Limoges et Poitiers, un collectif d'associations, de syndicats, de partis politiques et de citoyens, a créé un site, regroupant des informations, des arguments, des témoignages et une pétition. Contre cette aberration écologique et économique, les oppositions locales, régionales et nationales doivent être fédérées: à travers ce site, l'appel est lancé avec les associations, collectifs, syndicats et partis politiques.

<http://www.letempsdescerises.net>
Créée en 1993, à l'initiative de 33 écrivains, *Le Temps des cerises* est une maison d'édition attachée à la poésie populaire et à l'esprit de la Commune. Elle propose aujourd'hui plus de 700 titres.

BD AUX PAYS DU SOCIALISME RÉEL

Retour en images sur deux épisodes, la mise en orbite de Laïka et le Grand Bond en avant, permettant de découvrir les dessous des régimes soviétiques et chinois.

Voici deux BD qui traitent, chacune à leur façon, des régimes communistes du xx^e siècle. L'ouvrage de Nick Abazis est déroutant au premier abord. Il raconte l'histoire de Laïka, la petite chienne envoyée en orbite, en 1957, avec le deuxième sputnik, et qui n'a survécu que quelques heures. L'expérience fut saluée, à l'époque, comme une performance, dans le cadre de la conquête de l'espace et déclencha les foudres des défenseurs des animaux. L'auteur parvient à dépasser le caractère anecdotique et plonge le lecteur dans les méandres de la bureaucratie soviétique de l'ère Khrouchchev. En effet, le sort de Laïka était scellé dès le départ et l'exploit scientifique s'inscrivait dans le contexte de la Guerre froide. Les scientifiques, sommés de lancer, après Spoutnik 1, un deuxième satellite pour célébrer le 40^e anniversaire de la révolution d'Octobre, ne disposent pas du temps nécessaire pour travailler sur un système de retour sur Terre de l'animal. Korolev, l'ingénieur en chef du programme spatial soviétique, a connu le goulag et a failli y mourir lors des purges de 1938. Son personnage est passionnant, entre volonté de

revanche, de reconnaissance et désir de faire avancer la science. Qui instrumentalise qui? La science est subordonnée à des impératifs politiques, mais Korolev pense encore maîtriser la situation. Autre contexte. Le livre de Li Kunwu traite de la Chine depuis l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong, en 1949. L'auteur est membre du Parti communiste chinois et il a longtemps officié pour des œuvres de propagande du régime. Son ouvrage, autobiographique, est passionnant, sans doute parce qu'il traite de la période maoïste, dont le régime actuel se démarque en partie. Son récit met en évidence ce que signifie, en termes de propagande et d'embrigadement, le fait de naître en Chine dans les années 1950. Sa participation, comme écolier, à la campagne d'éradication des quatre nuisibles (mouches, moustiques, rongeurs, moineaux) peut faire sourire. Mais la description de la famine dans les campagnes, lors du Grand Bond en avant, est terrible. La restitution de l'ambiance de la Révolution culturelle, à laquelle il participa comme garde rouge, est frappante, d'autant que son propre père, cadre local du parti, fut arrêté et envoyé en camp de travail. L'ouvrage est passionnant, parce qu'il raconte les événements par en bas, du point de vue d'un simple acteur. Les mécanismes du régime en apparaissent d'autant plus effrayants que le contrôle social est effectué par la population elle-même. On attend avec impatience un deuxième tome, sur l'après Mao, afin de voir si la liberté de ton sera identique. On se laisse porter par le récit graphique de Abazis, par le talent du dessin de Li Kunwu. Mais, sans didactisme empesé, ces deux ouvrages permettent de réfléchir sur les impasses des régimes communistes du siècle précédent: le socialisme du xx^e siècle, encore à inventer, doit prendre au sérieux et éviter ces écueils du passé.
S. P.

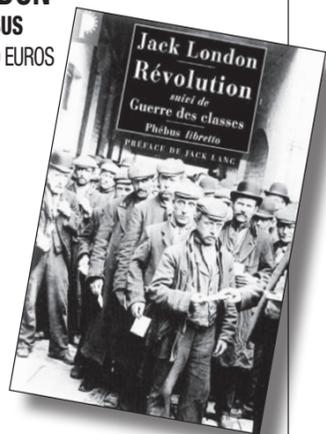
Nick Abazis, *Laïka*, Dargaud, 18 euros.
P. Otié, Li Kunwu, *Une vie chinoise*, Kana, 19,95 euros.





RÉVOLUTION SUIVI DE
GUERRE DES CLASSES

JACK LONDON
EDITIONS PHÉBUS
364 PAGES, 11,50 EUROS



« LA CLASSE capitaliste a été mise en accusation. Elle a échoué dans sa gestion, sa gestion doit lui être retirée. » Il ne s'agit pas d'un extrait d'un meeting de Besancenot, mais des paroles de conclusion d'une conférence prononcée en 1905 par Jack London. Longtemps considéré comme un écrivain pour la jeunesse, l'auteur de *Croc Blanc* et de *Martin Eden* était également un militant révolutionnaire. La parution du recueil *Révolution*, suivi de *Guerre des classes* nous donne l'occasion de (re)découvrir l'ensemble de ses textes politiques. London n'était pas un théoricien politique à proprement parler. Dans ses deux textes autobiographiques – *Que signifie la vie pour moi* et *Comment je suis devenu socialiste* – il raconte comment il fut convaincu de la nécessité du renversement du capitalisme. Il milite activement jusqu'en 1916, écrivant des essais, prononçant des discours sur la nécessité du socialisme, sur la lutte des classes... Ce recueil permet également de mesurer l'étendue des intérêts et des préoccupations de London. Il revient, par exemple, sur son expérience dans le Grand Nord et sur sa conception de la relation des hommes aux animaux. Il analyse la place et le rôle du clochard dans la société, et son ouvrage, *La Route*, reste un texte de référence. Mais qu'il s'agisse d'essais, de conférences ou de nouvelles, tous ces textes sont traversés par une même révolte contre l'exploitation et l'injustice, une même volonté de transformer cette société. Ils demeurent d'une incroyable actualité et bon nombre de ses analyses n'ont pas vieilli. On se demande d'ailleurs ce qui a pris aux éditions Phébus de demander une préface à Jack Lang ! On voit difficilement cet ancien ministre souscrire à cette déclaration de principes de London : « Je crois que la délicatesse spirituelle et l'altruisme triompheront de la gloutonnerie qui règne aujourd'hui. Et, en dernier lieu, ma confiance va à la classe ouvrière. »

Youssef Sakhnine

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TEL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

QUELQUES PISTES
POUR UNE AGRICULTURE ANTICAPITALISTE

La transformation écosocialiste de l'agriculture ne pourra avoir lieu sans une profonde remise en cause des règles de production.

Une démarche anticapitaliste ne peut soutenir les cumulards de foncier (terre), de quota (quantité de production attribuée sous forme de droit à produire), de bâtiments agricoles et de gros tracteurs, bref, ceux que l'on appelle les « agrimanagers », qui sont aussi éloignés de la terre que les actionnaires de Continental le sont des pneus...

Cette agriculture anticapitaliste, nous la défendons quand nous revendiquons un maintien du système des quotas avec un plafonnement des droits à produire par actif (c'est-à-dire par travailleur), l'arrêt des exportations européennes (qui ravagent les agricultures du Sud) et la restauration de barrières douanières et de taxes à l'entrée de l'Europe pour empêcher l'arrivée de produits soumis aux dumpings social et environnemental. L'urgence nécessaire que nous voulons imposer par les luttes, c'est la réorientation de la politique agricole vers une logique de souveraineté alimentaire basée sur des fermes à « taille humaine », respectueuses de la dignité des travailleurs et des conditions environnementales dans lesquelles est réalisée la production. L'ensemble de nos arguments vise à mettre en lumière le fait que sans une profonde remise en cause des règles collectives qui nous sont dictées pour organiser la production, la transformation « écosocialiste » de l'agriculture, à laquelle nous aspirons, n'aura pas lieu. L'immense majorité des producteurs qui livrent leur lait en filière industrielle se retrouvent aujourd'hui dans des structures profondément capitalistes et productivistes. Cette situation dramatique pour l'emploi et pour le respect de l'environnement ne relève pas uniquement du simple choix individuel des paysans, mais résulte en grande partie de la pression de l'environnement social, politique et économique. Lorsque le prix du lait est en baisse du fait des politiques libérales et de la concurrence exacerbée, certains producteurs ont le réflexe de jouer la carte de l'augmentation de la productivité de leur travail par la « capitalisation » d'outils de plus en plus gros, croyant ainsi sauver leur peau. C'est aussi pour standardiser le travail dans ces grosses structures et augmenter les cadences qu'ils troquent la logique familiale, l'herbe et les vaches qui pâturent contre le maïs fourrager, les engrais et les produits phytosanitaires, le soja OGM d'Argentine ou du Brésil,

V'A PLUS DE SAISONS...

EXACT!
JE RÉCOLTE DU POONON 12 MOIS SUR 12!



la mécanisation à outrance et les énormes bâtiments qui vont de pair avec ce modèle « zéro pâturage ». Tous les enjeux sociaux et environnementaux de l'agriculture du XXI^e siècle résident à l'inverse de cette logique, dans la substitution du travail en intelligence avec la nature et de la matière grise au capital, à l'énergie fossile et à la chimie. Mais la juste rémunération d'un travail respectueux de la dignité humaine et des ressources naturelles a un prix en dessous duquel il ne faut pas descendre.

LE PRIX DE L'ALTERNATIVE

Certains agriculteurs ont réussi à se mettre en marge de ce schéma destructeur, au moyen de logiques autonomes et économes et de petites structures, mais ils sont malheureusement peu nombreux aujourd'hui, et bénéficient souvent de conditions structurelles particulières (climat et regroupement des terres favorables au pâturage, bon potentiel agronomique et/ou peu d'endettement au départ...). De plus, le choix d'une agriculture sans engrais, sans achats d'aliments pour le bétail, sans bâtiments et sans machines surdimensionnées ne préserve pas de la course aux hectares et à la production, comme peuvent en témoigner les énormes structures à base d'herbe de Nouvelle-Zélande ou d'Argentine. Même si le prix du lait ne résout pas tout, il peut fortement aider à la préservation et à la constitution des petites structures

agricoles autonomes. Les producteurs des zones AOC, comme le Comté ou le Beaufort, qui ont su construire des outils collectifs pour garder la majeure partie du contrôle de la planification et de la transformation de leurs productions, perçoivent actuellement un prix du lait deux fois supérieur à leurs collègues des filières industrielles, ce qui leur permet d'assumer les surcoûts à court terme d'une agriculture moins productive, à taille plus humaine et particulièrement attentive au respect de l'environnement dans des zones difficiles. Ce type de modèle devrait pouvoir s'exporter à d'autres zones et être encouragé et encadré par des politiques nationales et européennes ambitieuses, pour aller encore plus loin dans la valorisation du travail, du droit à un revenu décent et au respect de l'environnement. Ces pistes d'alternatives prouvent que ce que défend le NPA peut se développer, mais pour cela, il faut pouvoir être présent et accompagner les luttes actuelles, non pas comme des considérations corporatistes mais comme le début de mesures transitoires. Dans un rapport de forces plus favorable que celui qui existe aujourd'hui, il est évident que des revendications plus profondes, décidées dans un processus démocratique large, seront légitimement mises en place. **Commission pêche et agriculture du NPA**



LE N°2 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue. **VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO** des articles sur les suites des élections européennes, les violences contre les femmes, la loi Hadopi, la crise de 1929, les propositions du NPA sur la crise actuelle, et bien d'autres. De quoi tranquillement déguster une lecture à l'ombre ou au soleil, bien recharger les batteries, entretenir ses neurones et être au top en septembre pour... lutter et se mobiliser.

«TOUT EST À NOUS!»... BIENTÔT EN VACANCES

Vous avez entre les mains l'avant-dernier numéro de *Tout est à nous!* précédant la trêve estivale. Le journal sortira le 30 juillet et sa publication reprendra le 3 septembre.



Sans-papiers UNIFIER ET AMPLIFIER LA LUTTE

Les centaines de sans-papiers de la Coordination des sans-papiers de Paris (CSP 75) qui occupent, depuis le 17 juillet, des locaux de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), soutenus par des associations, des organisations syndicales et politiques, sont menacés d'expulsion par le directeur de la CPAM. On aurait préféré qu'il se prononce pour leur régularisation, d'autant que ce lieu a été payé avec les cotisations des salariés, y compris sans papiers. Il est d'ailleurs scandaleux qu'un tel lieu, estimé à 35 millions d'euros, d'une surface au sol de 4800 m², soit resté inoccupé pendant des mois, lorsque l'on connaît les difficultés pour se loger à Paris et, pour les associations, d'accéder à des

salles de réunion. Le tribunal de grande instance doit trancher. L'audience du référé a eu lieu vendredi 24 juillet, et la décision devait être rendue mercredi 29. Le soutien aux occupants est donc très important. Pour réunifier et amplifier le mouvement de solidarité avec les sans-papiers, plusieurs initiatives ont déjà été prises : communiqués de presse, réunions unitaires, diffusions de tracts dans le quartier, appel de la CSP 75 pour une réunion unitaire de tous les collectifs de sans-papiers, etc. Quel que soit le résultat du jugement, les militants du NPA resteront mobilisés pour la régularisation de tous les sans-papiers.



Paris, le 26 juillet. La CSP 75 organise une « journée portes ouvertes » dans l'immeuble occupé. (CHARLIE)

LE CHIFFRE

440%

C'est le taux d'augmentation des écoutes téléphoniques (lignes fixes ou téléphones mobiles), ces huit dernières années. Selon une étude universitaire, ces « interceptions », effectuées à la demande de la justice, sont passées de 5845 en 2001 à 26000 en 2008, auxquelles s'ajoutent 5906 « interceptions administratives », c'est-à-dire à l'initiative des services secrets. Autant de pratiques liberticides... et coûteuses : en effet, les opérateurs facturent 497 euros, hors taxes, chaque « interception »!

INFO PRATIQUE. Les demandeurs d'emploi peuvent suspendre un crédit immobilier, face aux banques qui proposent des assurances coûteuses et peu protectrices, et qui n'hésitent pas, dès le troisième mois impayé, à menacer le client de contentieux, voire de déchéance du terme. Selon l'article L.313-12 du code de la consommation, le débiteur peut obtenir une diminution, voire une suspension, des échéances à payer pour une durée maximale de 24 mois. Si le montant est supérieur à 4000,01 euros, l'assignation en référé devant le tribunal d'instance est indispensable, avec l'intervention d'un huissier (coût : environ 70 euros), ceci sans devoir recourir à un avocat. La décision est prise en un jour. Ceci protège en cas de perte d'emploi, de cessation d'activité ou de situation familiale difficile. On peut récupérer le dossier dit « 313 », auprès de l'Association française des usagers des banques (Afub), au 31-35, place Auguste-Métivier, Paris 20^e.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

DIMANCHE INDIGESTE.

L'extension du travail du dimanche, obsession du président, a finalement été adoptée, avec six voix UMP d'écart. Mais un recours est déposé au Conseil constitutionnel, car les entorses au code du travail et à l'égalité citoyenne sont innombrables. Même à l'UMP, l'opposition est virulente : 50 députés sont opposés au texte et certains (comme le sénateur Lardeux) préfèrent le footing du dimanche « sur un terrain de sport », plutôt que flâner dans les hypermarchés. La loi légalise les ouvertures dans les zones urbaines (Lyon a résisté), baptisées « périmètres d'usage de consommation exceptionnels » (Puce), sous la pression, notamment, de la zone Plan de campagne (près de Marseille). Et 500 villes et zones touristiques seront autorisées à mobiliser leurs salariés le dimanche, dérogeant au volontariat. Les droits sont ainsi pulvérisés.

NEW FABRIS : VALSE CHINOISE.

Le rendez-vous des Fabris avec le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, n'ayant mené à rien, l'ultimatum du 31 juillet est toujours d'actualité. Le 30 juillet, une manifestation à Châtellerault (Vienne) appelait tous les salariés et responsables politiques, associatifs et syndicaux. Elle devait être vécue comme un test et être le grand rendez-vous social de l'été, avant une rentrée brûlante. Après le maire de Châtellerault, absent des négociations, et un commissaire régional à la réindustrialisation n'ayant absolument rien de concret à proposer, il manquait le joker chinois, venu de l'entourage de Ségolène Royal : « Un projet d'installation de construction d'unités photovoltaïques est évoqué et des contacts seraient pris. L'entourage de M^{me} Royal insiste sur la nature si secrète de cette démarche que rien ne peut être précisé. » Après Paris, les Fabris devront-ils défendre leur sort à Pékin?

RÉPRESSION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE.

Manifestement, c'est la seule réponse de l'administration aux enseignants du premier degré, qui contestent les « réformes » de l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos. Alain Refalo, professeur des écoles en Haute-Garonne, en a été la victime. Pour avoir remplacé les deux heures d'aide personnalisée aux élèves en difficulté par d'autres activités pédagogiques, il a été rétrogradé d'un échelon pour une durée de quatre ans, soit une sanction financière de 7000 euros, s'ajoutant aux dix-neuf jours de retrait de salaire qu'il a déjà subis. En « frappant à la caisse », le ministère de l'Éducation nationale tente d'intimider les enseignants « désobéisseurs ». Il veut aussi prendre sa revanche sur un milieu professionnel qui n'entend pas se laisser imposer des « réformes » sans réagir et a déjà contraint, par son action, le gouvernement à reporter la contre-réforme des lycées.

PAS COOL D'ÊTRE JETÉ!

Le rachat de la société de transport routier Cool Jet, par une branche du groupe SNCF-Géodis, a été annoncé, début juillet. Depuis, la direction cherche à faire passer son plan de transfert par la force, avec un plan social *a minima* pour les quelque 200 salariés laissés sur le carreau, au siège de Saint-Aubin (Essonne) et dans les agences non reprises par Géodis. Le groupe a ainsi proposé une prime de 3000 euros, en plus des indemnités de licenciement, alors que son président – et principal actionnaire – vante dans la presse la « trésorerie positive » et les 17 millions d'euros d'actifs de l'entreprise. Pas de garanties non plus pour les salariés transférés, car les craintes de licenciements sont grandes, après le rapprochement des agences Géodis et Cool Jet. Dans ses vœux pour 2009, la direction souhaitait « beaucoup de sérénité ». On ne peut pas dire qu'elle soit au rendez-vous!

NO COMMENT
Il n'y aura pas une grève générale. Le Grand Soir, c'est dans les livres [...] Oui, certains délégués ont peur. D'autant que certains activistes, notamment d'extrême gauche, n'hésitent pas à venir pour tenter d'instrumentaliser les gens.
MAURAD RABHI, SECRÉTAIRE CONFÉDÉRAL DE LA CGT

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr